



Performances des grands groupes bancaires au 31 décembre 2024

Février 2025

Chiffres clés au 31 décembre 2024

Dans un contexte économique qui s'est progressivement assaini en 2024, les banques centrales ont commencé à desserrer leur politique monétaire dès l'été, marquant la fin d'une période de fortes pressions inflationnistes et de politiques monétaires restrictives.

Les grands groupes bancaires français ont su tirer parti de cette amélioration, avec des niveaux de revenus et de résultats en hausse notable sur l'année :

- un produit net bancaire cumulé de 153,6 milliards d'euro soit + 5,4% sur l'exercice ;
- un résultat net cumulé de 31,9 milliards d'euro soit +12,4 % sur l'exercice.

Cette performance repose sur plusieurs piliers mis en avant par les banques : une assise financière solide qui a permis d'absorber les chocs, une expansion continue des différentes lignes métiers, une maîtrise rigoureuse des coûts et des risques, et la finalisation de plusieurs projets d'intégration stratégiques.

Ces résultats confirment la pertinence du modèle diversifié des groupes français qui, tout en s'appuyant sur ces fondamentaux robustes et sur un potentiel de croissance organique renouvelé, poursuivent leur développement avec l'ambition de maintenir cette dynamique positive sur le long terme, renforçant ainsi leur capacité à générer une performance durable.

Un niveau d'activité toujours très soutenu

PRODUIT NET BANCAIRE

31/12/2023	31/12/2024
145,7 Mds €	153,6 Mds €

+ 5,4 %

RESULTAT NET

31/12/2023	31/12/2024
28,5 Mds €	31,9 Mds €

+ 12,4 %

Coefficient d'exploitation
moyen en baisse



63,3%

Coût du risque
en hausse



+ 20%

Des bilans très solides

RATIO DE CET 1

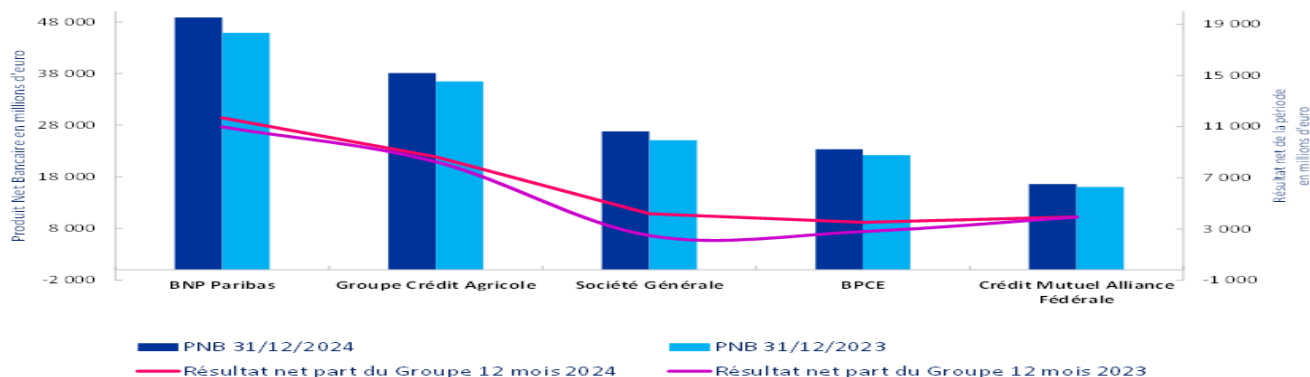
31/12/2023	31/12/2024
15,6%	15,7%

RESERVES DE LIQUIDITE

31/12/2023	31/12/2024
1 707 Mds €	1 690 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

Produits Nets Bancaires et résultats nets au 31 décembre 2024



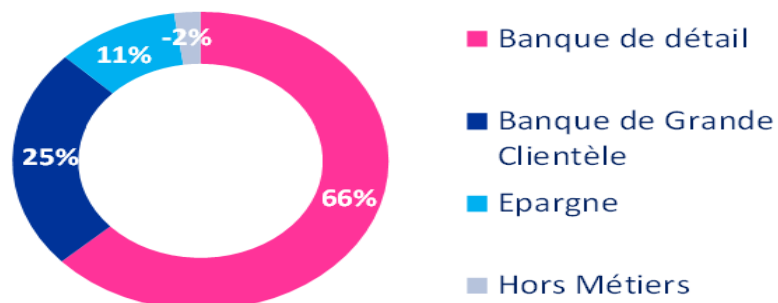
Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués de presse et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

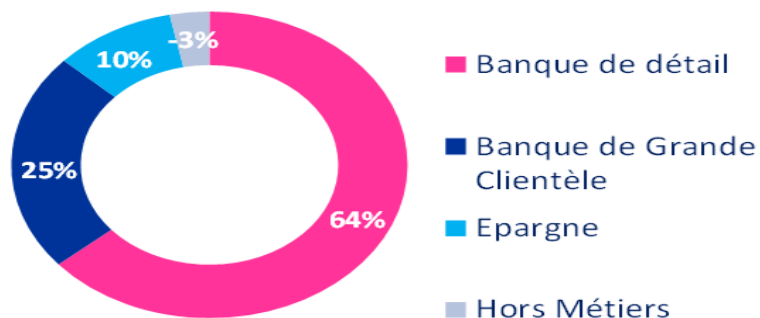
Répartition des revenus par activités

Sur l'année 2024, alors que les métiers de la banque de détail génèrent des revenus en légère hausse (+1,5%), les PNB des activités de la banque de grande clientèle et des métiers de l'épargne enregistrent des progressions notables qui s'élèvent respectivement à +7,9% et +9,2%.

Ventilation du PNB au 31 décembre 2024



Ventilation du PNB au 31 décembre 2023



Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable (Debt Valuation Adjustment, spread émetteur de la Funding Value Adjustment, et secured lending) impactant l'ensemble des banques, les groupes BNP Paribas et Crédit Agricole mettent en avant des éléments spécifiques.

Les comptes du groupe BNP Paribas prennent en compte l'effet de la reconsolidation des activités en Ukraine (+226 millions d'euros) et une plus-value de cession des activités de Personal Finance au Mexique (+119 millions d'euros).

Outre les coûts d'intégration et d'acquisition de Degroof Petercam (-35 millions d'euros) et d'ISB (-52 millions d'euros), le groupe Crédit Agricole communique sur un complément de provision pour risque Ukraine (-20 millions d'euros).

Enfin, le groupe Société Générale rappelle avoir comptabilisé un montant exceptionnel de 301 millions d'euros relatif à une somme reçue en juillet 2024 visant à solder ses dernières expositions en Russie liées à son ancienne présence locale via Rosbank. Ces expositions, valorisées à zéro ou provisionnées dans les comptes du groupe, ont fait l'objet d'un recouvrement conformément aux réglementations en vigueur et après approbations des différentes autorités réglementaires compétentes.



Analyse des métiers

Banque de détail

La banque de détail enregistre une croissance de 1,5% de ses revenus, portée par plusieurs facteurs positifs : une reprise de la production de crédit immobilier en France, une hausse des financements aux entreprises, et une activité de crédit à la consommation qui se maintient à des niveaux élevés. La fin d'année a également été marquée par une stabilisation favorable du mix de dépôts et une amélioration de la marge nette d'intérêts au dernier trimestre.

BNP Paribas	BPCE	Société Générale	Crédit Mutuel Alliance fédérale	Crédit Agricole
□ En France : - Progression des revenus d'intérêt et de commissions dans l'ensemble des réseaux. - Poursuite du développement de Hello bank ! avec un total de 3,7 millions de clients (+7,7% en 2024). - Lancement de Wero, solution de paiement européenne en réponse à la demande croissante des paiements mobiles en Europe. - Poursuite du développement de BNP Paribas Mobility : signature du partenariat avec La Banque Postale. - Amélioration des marges et des volumes au sein de Leasing Solutions, malgré la normalisation des prix des véhicules d'occasion qui impacte Arval. - Progression des revenus dans le périmètre Core des activités de Personal Finance avec une croissance de la production et une amélioration des marges. Nouveau plan stratégique pour la Banque Commerciale en France et extension de celui de Personal Finance (PF) à l'horizon 2028, avec l'ambition de porter la rentabilité de ces activités au niveau de celle du groupe. □ A l'international : - Dynamique commerciale soutenue en Belgique (BCEB), au Luxembourg (BCEL) et en Italie (BNL Bianca) malgré un contexte très concurrentiel. - Forte progression de Personal Investors en Allemagne. - Bonne performance d'ensemble pour Europe Méditerranée, marquée par une bonne dynamique d'activité en Pologne et la normalisation de l'environnement économique en Turquie.	• Croissance soutenue des fonds de commerce dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne avec 846 000 nouveaux clients en 2024. • Bonne dynamique commerciale des métiers Solutions et Expertises financières dans le crédit-bail mobilier avec une année exceptionnelle pour Energico (acteur dans les énergies renouvelables) dont la production dépasse pour la première fois le milliard d'opérations arrangées. • Bonne résilience des métiers liés au logement et à l'immobilier avec la confirmation en fin d'année de l'inflexion positive de l'activité sur les cautions de prêts aux particuliers conduisant à une hausse des primes brutes émises. • Hausse des revenus dans le pôle Digital et Paiements, tirés par les transactions par carte et les paiements instantanés • Poursuite de l'exécution plan stratégique Vision 2030 : acquisition de SGEF (finalisation de l'opération prévue au 1^{er} trimestre 2025), projet de création du n°1 des processeurs de paiement en France en partenariat avec BNP Paribas, signature de partenariats commerciaux avec Leroy Merlin et Verisure. • Projet de création d'une plateforme technologique commune pour les activités de banque de détail.	□ En France : - Forte dynamique de croissance pour BoursoBank avec une collecte importante de nouveaux clients (+1,2 millions sur l'année) et une base clientèle de 7,2 millions de clients > à l'objectif de 7 millions de clients fixé pour 2024) avec une trajectoire de croissance rentable et des coûts par client en baisse. - Progression des marges au niveau d'Ayvens, dans un contexte où le marché secondaire de vente de véhicules se normalise graduellement, conformément aux anticipations. - Recul des revenus provenant du Financement des ventes et des biens d'équipement professionnels atténué par l'amélioration de la marge sur la nouvelle production des activités de crédit à la consommation. □ A l'international : - Recul des revenus de la banque de détail attribuable à un effet périmètre lié aux cessions finalisées en Afrique (Maroc, Tchad, Congo, Madagascar). - Bonne performance commerciale en Europe des activités Mobilité et Service Financier tant sur le segment des particuliers que des entreprises.	• Bonne dynamique du réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel et Beobank, soutenue par l'amélioration des marges des crédits à la clientèle et la hausse des commissions. - Progression des parts de marché du réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel (+79.000 nouveaux clients dont 86% de particuliers) et du CIC (+63.000 nouveaux clients). - Malgré un contexte économique qui montre des signes de ralentissement, poursuite de la stratégie de croissance de Beobank tirée par les crédits à la consommation, les crédits hypothécaires et les crédits aux professionnels. - Mise à disposition par la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM) de nouveaux moyens pour ses clients dans le domaine des flux, de l'international, du crédit-bail immobilier et de la gestion d'actifs, pour plus de réactivité et de proximité. - Dynamique commerciale positive pour les 3 marques de Cofidis Group (Cofidis, Créatis et Monabanq) dans 9 pays européens (France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Pologne): progression de l'activité de manière équilibrée entre les canaux de recrutement des clients en direct et via les partenariats. - Progression des revenus générés par TARGOBANK en Allemagne avec une activité soutenue proposant des solutions en banque du quotidien, crédit à la consommation, placements, assurances et crédit-bail, malgré le recul du volume de l'activité de factoring en lien avec la baisse des prix des marchandises et l'environnement économique dégradé.	□ En France : - Activité commerciale soutenue avec la progression des parts de marché et une conquête de nouveaux clients : +1 500 000 nouveaux clients en banque de proximité en France. - Production de crédits en hausse chez LCL portée par une dynamique confirmée sur l'habitat et sur les crédits aux entreprises. - Repli de la production commerciale de Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM) en lien avec la concurrence sur le marché chinois, repli légèrement compensé par la hausse observée dans les activités automobiles. - Finalisation de l'acquisition de 50% de GAC Leasing par CAPFM (janvier 2025). - Progression des encours de crédit-bail de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F), soutenue pour le crédit-bail immobilier et le financement des énergies renouvelables. □ A l'international : - Banque de proximité à l'international soutenue par des initiatives commerciales : +400.000 nouveaux clients en Italie et en Pologne. - Bonne activité commerciale en Pologne avec une progression de la production de crédits portée par les segments Retail et professionnels - Activité soutenue en Egypte sur tous les marchés se traduisant par une forte progression des encours de crédits.

Métiers de l'épargne

Les métiers de l'épargne connaissent une très bonne année dans l'ensemble avec une progression notable des revenus (+9,2%). Cette performance est attribuable à la fois à une collecte très dynamique et des encours en gestion d'actifs qui ont atteint des niveaux particulièrement hauts tout au long de l'année 2024.

BNP Paribas	CMAF
- Forte hausse des actifs sous gestion en Asset Management portée par l'effet marché et la collecte sur l'année. - Croissance des actifs sous gestion de Wealth Management dans les banques commerciales et auprès de la grande clientèle attribuable à un effet marché favorable et une collecte très dynamique tout au long de l'année 2024. - Progression des commissions transactionnelles dans toutes les géographies et particulièrement en Asie et en Allemagne. - Lancement de fonds en actifs privés (BNP Paribas Agility Co-Invest Fund 2) et en investissements responsables (BNP Paribas Future Forest Fund). - Activités de promotion immobilière et transactionnelle dans le Real Estate pénalisées par un marché très ralenti. - Forte accélération portée par la mise en œuvre des croissances externes : Projet AXA IM (sous réserve des accords avec les autorités compétentes), Wealth Management, Assurance Vie.	- Finalisation du déploiement du pôle métier de gestion d'actifs autour de la filiale La Française (acteur en France et en Europe) qui conforte le modèle intégré de multi-spécialiste, en regroupant 8 sociétés de gestion aux expertises complémentaires, avec une gouvernance, un socle opérationnel et une informatique commune. - Réalisation de jalons importants avec la finalisation des opérations capitalistiques et des fusions : absorption par Crédit Mutuel Asset Management de La Française Asset et absorption par La Française Finance Services de Crédit Mutuel Investment Managers. - Collecte nette positive sur les fonds monétaires de Crédit Mutuel Asset Management marquée par une forte demande des investisseurs pour le monétaire. - Bonne performance des activités de banque privée (Banque Transatlantique, Banque de Luxembourg et Banque CIC Suisse) : collecte dynamique de capitaux conjuguée à une forte production d'épargne financière.
Crédit Agricole	BPCE
- Progression des encours gérés par Amundi (Gestion d'Actifs) avec un niveau record atteint en fin d'année (2 240 milliards d'euros) bénéficiant à la fois de l'appréciation des marchés et d'un niveau élevé de collecte sur l'année. - Collecte élevée auprès des distributeurs tiers diversifiée sur toutes les classes d'actifs pour les clients Retail et collecte tirée par les actifs MLT auprès des clients institutionnels et souverains. - Acquisition d'Aixigo (leader européen de la Wealth Tech) par Amundi Technology. - Poursuite de l'intégration de Degroof Petercam dans Indosuez Wealth Management avec plusieurs réorganisations capitalistiques réalisées en France et au Luxembourg et la préparation des fusions des entités légales restantes prévues sur le 3^{ème} trimestre 2025.	- Collecte nette positive en Gestion d'actifs principalement grâce aux produits fixed income de Loomis Sayles et DNCA, et aux produits d'assurance vie. - Niveau historique d'actifs sous gestion avec un niveau record de collecte nette et un fort effet de marché positif et de change (actifs ESG > 40 % des actifs sous gestion à fin décembre 2024). - Annnonce du projet de création du leader européen de la Gestion d'actifs en co-entreprise avec Generali.

Note : Pour la Société Générale, les activités des métiers de l'épargne sont intégrées dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que les activités de Banque Privée voient leurs actifs sous gestion se maintenir à un niveau record grâce à une très forte collecte sur l'année 2024.

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

Banque de grande clientèle

La banque de grande clientèle enregistre une croissance robuste de ses revenus (+7,9%). Cette progression s'explique tant par le dynamisme des activités de marché, qui ont bénéficié de volumes de transactions, que par un rebond des activités de banque d'investissement.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE	CMAF
Métier FICC (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	- Performance soutenue notamment dans les marchés primaires de crédit dans la région Amériques ainsi que dans les activités macro, en particulier sur les marchés de change et les marchés émergents. - Impact favorable de la réévaluation de titres de participation.	Progression des métiers de Taux et de Change à la faveur d'une bonne activité commerciale sur les métiers de financement et d'intermédiation sur toutes les classes d'actifs.	Maintien d'un haut niveau de revenus dans la banque de marché tiré par les activités de repo et de titrisation.	Performance soutenue des activités FIC-T grâce à une forte performance sur les segments Crédit et Change.	Poursuite de la croissance de CIC Market Solutions avec un produit net bancaire en croissance.
Métier Titres & métier Actions	- Forte hausse des revenus des activités Equity & Prime Services en particulier en Prime Services et en Cash Equities. - Dynamique soutenue sur les dérivés Actions. - Activité en forte hausse pour Securities Services portée par le niveau des commissions en lien avec la progression des encours moyens et des volumes de transactions. - Signature de nouveaux mandats en Australie avec Insignia Financial, un acteur majeur de gestion d'actifs et de fonds de pension. - Participation à une émission d'obligations digitales de la Caisse des Dépôts en tant qu'agent émetteur et payeur dans le cadre du programme d'expérimentation sur la monnaie banque centrale numérique interbancaire de la BCE.	- Très bonnes performances du métier Actions avec un niveau élevé de revenus, notamment au 4^{ème} trimestre grâce à des conditions de marché favorables en particulier après le résultat des élections américaines. - Performance solide dans le métier Titres attribuable à une tendance porteuse sur les commissions et une dynamique solide dans la distribution de fonds en particulier en France et en Italie.	- Bon niveau d'activité sur les Structurés Actions. - Signature d'un accord en vue de l'acquisition de la participation minoritaire de 30,5% de Santander dans CACEIS, visant à porter la participation de Crédit Agricole S.A. dans CACEIS à 100%.	Progression des revenus du métier Equity portés par une forte performance de l'activité Global Securities Financing.	- Niveau d'investissements significatifs pour Crédit Mutuel Equity avec plus de 431 millions d'euros investis dans 63 opérations auprès de l'ensemble des régions en France et au travers des filiales internationales. - Cession de 28 participations générant 897 millions d'euros de produits et traduisant la qualité des actifs détenus en portefeuille et l'accompagnement sur-mesure des projets de croissance et de transformation.
Banque de Grande Clientèle	- Forte hausse des activités Capital Markets notamment dans les régions EMEA avec des volumes d'opérations dirigées en hausse. - Activité dynamique en Transaction Banking, à la fois en Cash Management et en Trade Finance. - Croissance de l'Advisory, en particulier en EMEA et en APAC.	- Forte dynamique de Global Banking portée par des volumes élevés en origination et distribution de financements de fonds et de financements structurés. - Confirmation du rebond de la performance des métiers de M&A et de conseil. - Performance solide des activités de Global Transaction & Payment Services portées par un développement commercial soutenu sur l'ensemble des métiers, en particulier dans les activités de correspondance bancaire.	Bonne performance de la Banque Commerciale portée à la fois par les activités Corporate notamment sur le secteur Télécom, et par un bon niveau de revenus des financements d'actifs et financements de projets, en particulier sur les Énergies vertes et l'Aéronautique.	- Dynamique soutenue des activités de Trade Finance. - Bonne performance des activités d'Investment Banking portée par les métiers Acquisition & Strategic Finance et SECM. - Acquisition par Natixis Partners d'une participation dans la Financière de Courcelles, pour améliorer sa position sur le marché français des fusions et acquisitions, au sein des segments small, mid, et upper mid-cap.	- Bonne dynamique commerciale des activités de financements structurés (financement d'acquisitions, financement de projets, financement d'actifs et titrisation) sur l'ensemble des lignes métiers. - Reprise des opérations de financement avec des opérations stratégiques et/ou de sécurisation d'échanges commerciaux en France et à l'international (financements, émissions obligataires, opérations patrimoniales, émissions de garanties, affacturage, etc...).

Evolution du coût du risque (CdR)

Le niveau d'incertitudes économiques et géopolitiques, déjà élevé avec la guerre en Ukraine et la situation en Israël, augmente encore avec la réélection de Donald Trump et ses premières annonces (augmentation des droits de douane, etc.).

- ✓ Dans ce contexte, **les prévisions de croissance économique mondiale du FMI (publication de janvier 2025) restent relativement similaires** à celles d'**octobre 2024 avec un atterrissage à 3,2% pour 2024 (stable) et une prévision de 3,3% pour 2025** (+0,1% mais inférieure à la moyenne historique de 3,7%). Cette **apparente stabilité masque des rééquilibrages marqués entre les pays**:

- **au niveau des pays avancés, la prévision de croissance des Etats-Unis est révisée en nette hausse au détriment des pays européens**:

- USA: 2,7% en 2025 (+0,5%) et 2,1% en 2026 (+0,1%),
- Zone Euro: 1% en 2025 (-0,2%) et 1,4% en 2026 (-0,1%), dont:
 - ✓ France: 0,8% en 2025 (-0,3%) et 1,1% en 2026 (-0,2%),
 - ✓ Allemagne: 0,3% en 2025 (-0,5%) et 1,1% en 2026 (-0,3%);

- du côté de la Chine (4,8% en 2024), la croissance des exportations compense partiellement le ralentissement plus prononcé qu'anticipé de la consommation dans un contexte marqué par un marché de l'immobilier qui tarde à se stabiliser. Pour 2025, la prévision est revue à la hausse de 0,1% (4,6% pour 2025) par l'effet de report des mesures budgétaires annoncé en novembre.

- ✓ Sur le front des prix, la **désinflation se poursuit mais marque des signes d'essouffement voire de persistance dans certains pays**. Dans, ce contexte, il est attendu que les taux directeurs des principales banques centrales continuent de baisser, mais à des rythmes différents en raison de disparités dans les perspectives de croissance et d'inflation.

L'inflation des prix des services reste élevée notamment aux Etats-Unis et en Europe. Par ailleurs, la politique menée par Donald Trump est susceptible d'exacerber les tensions inflationnistes (droits de douane et ripostes sous la forme de restrictions sur des matériaux ou des biens intermédiaires spécifiques difficilement remplaçables).

- ✓ En France, depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale et les élections législatives, le contexte politique est également très instable, même si le budget 2025 a pu être entériné.

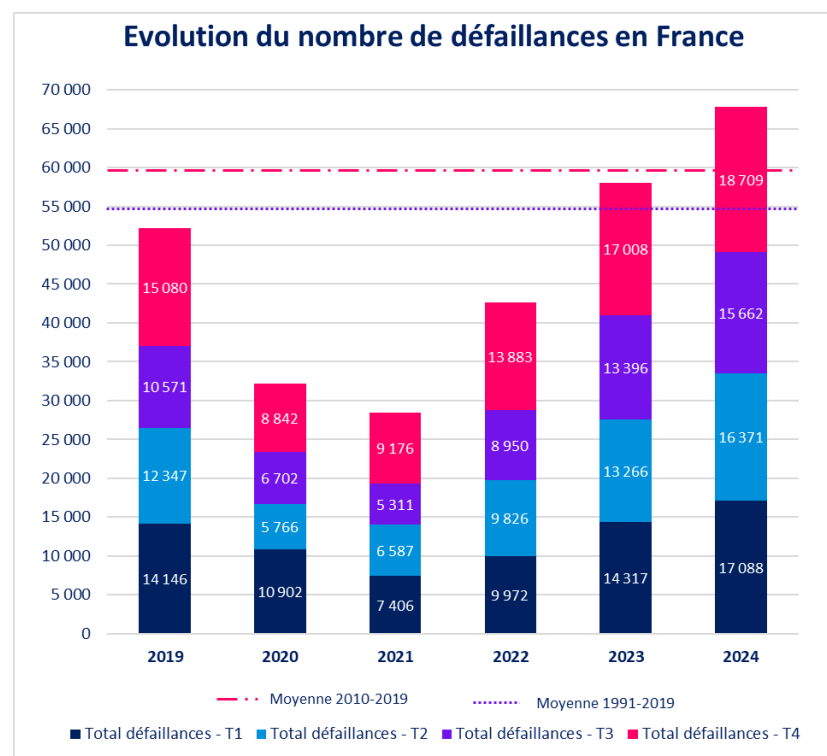
L'Etat français fait face à une situation budgétaire complexe et un endettement record, laissant peu de marge de manœuvres.

- ✓ Par ailleurs en France, **les défaillances d'entreprises progressent encore de plus de 17% en 2024** (par rapport à 2023) avec un total de 67 830, soit à un niveau nettement supérieur à la moyenne long terme 1991-2019 de 55 000. L'évolution en % ralentit, ce qui laisse envisager une stabilisation des défaillances en 2025 (pour rappel, la tendance était de +36% entre 2022 et 2023).

Cette tendance s'explique par:

- un effet rattrapage post Covid (les dispositifs d'aides ayant différé des entrées en défaut),
- le contexte économique et les incertitudes politiques en France et dans le monde.

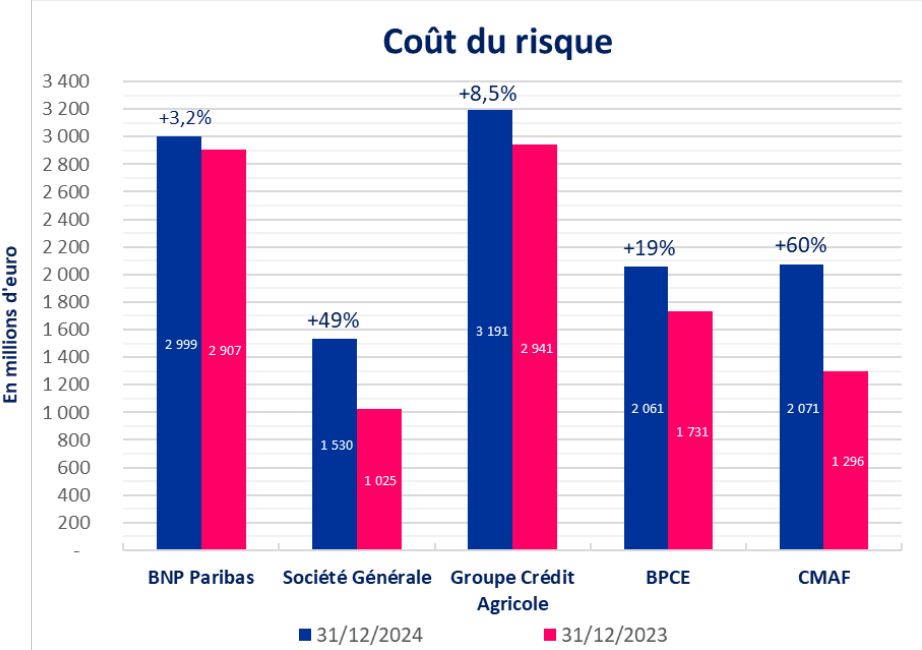
A noter que les défaillances de PME (50-99 salariés) et d'ETI (+100 salariés) augmentent encore avec respectivement 344 et 199 défaillances (contre 250 et 174 défaillances en 2023) et un nombre d'emplois en jeu significatif.



Source des données : Etudes trimestrielles ALTARES 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre de 2024 et de 2023

Dans ce contexte particulier, le CdR est en hausse au 31 décembre 2024 mais avec des disparités entre les stages et dans l'amplitude de l'évolution selon les établissements.

En effet, le CdR des 5 banques françaises de notre échantillon affiche une hausse de 19,7% et s'élève à 11,8 Mds€ contre 9,9 Mds€ au 31 décembre 2023.

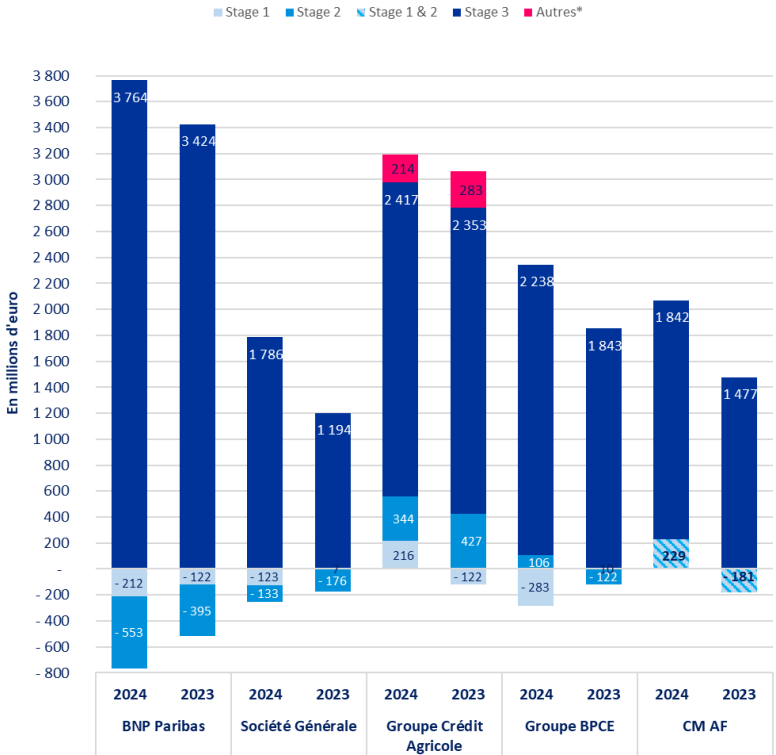


Source des données : Etats financiers non audités, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023

Pour rappel, BNP Paribas avait procédé à un changement de présentation fin 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » sous le coût du risque.

Ces éléments présentés hors coût du risque s'élèvent à 202 M€ au 31 décembre 2024.

Le CdR se décompose par Stage¹ comme suit:



* Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents

Source des données : Etats financiers non audités, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023

Globalement, le CdR sur le Stage 3 est en augmentation pour toutes les banques françaises (+10% pour BNP Paribas, +49% pour Société Générale, +3% sur Groupe Crédit Agricole, +21% sur Groupe BPCE et +24% pour CMAF). Cette évolution est en phase avec l'augmentation des défaillances d'entreprises et le contexte économique.

En revanche, l'évolution sur les Stages 1 et 2 est plus contrastée. BNP Paribas, Société Générale et le Groupe BPCE, enregistrent des reprises en hausse par rapport à 2023 pour respectivement 765 M€ (+48%), 256 M€ (+51%) et 177 M€ (+58%) alors que le Groupe Crédit Agricole et CMAF sont en dotation à hauteur de 560 M€ et 229 M€ au 31 décembre 2024.

¹ Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.

CdR global

- **CdR de 2 999 M€, +92 M€**, en lien avec:
 - ✓ **l'augmentation du Stage 3** qui s'élève à 3 764 M€ (+10% / +340 M€)
 - ✓ **une augmentation des reprises sur les Stages 1 et 2** qui s'élèvent à 765 M€ au 31 décembre 2024 (contre 517 M€ au 31 décembre 2023)
- CdR à 33bp, inférieur à la guidance 2024 de 40bp (**Objectifs 2025-2026 d'un CdR < à 40bp**)

CdR par métier

- **Commercial Investment Banking: reprise de 143 M€** (reprise de 63 M€ au 31 décembre 2023), en lien avec des reprises sur les Stages 1 et 2
- **Commercial Personal Banking Solutions: dotation de 3 070 M€, +150 M€ vs Q4-23** avec notamment :
 - ✓ **la Banque Commerciale en France** en dotation de 668 M€, **+183 M€ compte tenu d'un dossier de place**
 - ✓ **BNL** en dotation de 339 M€, **- 71 M€ compte tenu d'une baisse du portefeuille douteux**
 - ✓ **l'activité de crédit à la consommation** en dotation de 1 573 M€, **-27 M€ compte tenu d'une amélioration du profil de risque de la clientèle et ce malgré une hausse de dépréciation sur des portefeuilles destinés à être cédés**
 - ✓ **la Banque Commerciale en Europe Méditerranée** en dotation de 165 M€, **+121 M€ à mettre en lien avec un niveau particulièrement bas de CdR en 2023**

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour au 31 décembre des paramètres des scenarii économiques** utilisés pour le calcul du forward looking. Scenario central, pour l'année 2025:
 - ✓ Taux de croissance attendu du PIB: Zone Euro: prévisions fin 2024 de 1,1% contre 1,6% fin 2023 / France: prévisions fin 2024 de 0,8% contre 1,5% fin 2023
 - ✓ Taux d'inflation attendu: Zone Euro: prévisions fin 2024 de 1,9% contre 2,1% fin 2023 / France: prévisions fin 1,4% contre 2,2% fin 2023

- **Pondérations: Hausse de la pondération du scenario « Adverse »**

Scenario	Sévère	Adverse	Central ⁽¹⁾	Favorable
31 décembre 2024	5%	17%	50%	28%
31 décembre 2023	5%	12%	50%	33%

⁽¹⁾ Le scenario "Central" est toujours pondéré à 50%.

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Analyse de sensibilité	Sévère	Adverse	Central	Favorable
31 décembre 2024	NC	870	NC	- 570
31 décembre 2023	NC	1 150	NC	- 600

Ajustements post-modèles

- Ajustements post-modèles pour limites de modèle (par exemple, en cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter une situation particulière). Notamment:
 - ✓ Ajustements constitués en 2022 pour tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux, par exemple sur le secteur du crédit à la consommation (baisse du reste à vivre de la clientèle la plus sensible)
 - ✓ Réévaluation de ces ajustements en 2023 et 2024 pour tenir compte de l'évolution du contexte économique => Reprise ou utilisation des ajustements
- Au 31 décembre 2024, ces ajustements représentent 3,7% du total des ECL (4,5% au 31 décembre 2023 / 6,1% au 31 décembre 2022)
- Ajustements post-modèles également considérés pour prendre en compte le cas échéant les conséquences d'incidents climatiques

Autres

- **Immobilier Commercial:** 3,8% (soit 68,2 Mds€) des engagements bruts totaux avec 92% d'engagements en Europe, 48% de contreparties notées Investment Grade et 3,5% de douteux
- **Construction:** 2,0% (soit 31,9 Mds€) des engagements bruts totaux avec 71% de contreparties notées Investment Grade et 3% de douteux
- **LBO:** 0,7% (soit 12,3 Mds€) des engagements bruts totaux

CdR global

- **CdR de 1 530 M€, + 505 M€ (+49%)** en lien avec:
 - ✓ l'augmentation de 592 M€ du Stage 3 pour atteindre 1 786 M€ au 31 décembre 2024
 - ✓ une augmentation des reprises sur les Stages 1 et 2 à 256 M€ au 31 décembre 2024 (reprise de 169 M€ au 31 décembre 2023)
 - **Objectif 2025 de CdR compris entre 25-30bp (comme en 2024)**
- A noter: cessions en cours de certaines entités venant impacter les encours de prêts (application d'IFRS 5)

CdR par métier

- **Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 712 M€ (+41%)**
- **Mobilité & Banque de détail à l'International : CdR à 705 M€ (+45%)**
- Banque de Grande Clientèle : CdR à 126 M€, x 4,2 (dotation de 30 M€ au 31 décembre 2023)

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour au 31 décembre des probabilités de défaut, des variables économiques** (PIB, revenu disponible des ménages, écart de taux France / Allemagne, taux de chômage, inflation, etc.) **et des pondérations des scenarii économiques** utilisés pour le calcul du forward looking générant:
 - ✓ une reprise de 21 M€ au titre de la révision des variables macroéconomiques et des probabilités de défaut
 - ✓ une dotation de 35 M€ dans le cadre de la révision des pondérations

- **Pondérations: Hausse de la pondération du scenario « Stressé »**

Scenario	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2024	34%	56%	10%
31 décembre 2023	28%	62%	10%

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Pondération à 100%	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2024	208	-	149
31 décembre 2023	570	-	248

Tests de sensibilité réalisés sur les encours S1/S2

Ajustements post-modèles

- **Ajustements sectoriels: 752 M€ (+85 M€ sur l'exercice)**
 - ✓ Ajustements (sans impact sur le staging) pour mieux appréhender les cycles de défaut / reprise sur des secteurs d'activité cycliques ou fortement exposés aux risques conjoncturels
 - ✓ Ajustements prenant en compte les risques liés au changement climatique (risque de transition et risques physiques) au travers de scenarii environnementaux et d'un indice de vulnérabilité
 - ✓ Les principaux secteurs contribuant à l'ajustement au 31 décembre 2024 sont l'immobilier commercial, le commerce de détail non alimentaire et la construction-travaux publics. Les principales évolutions concernent les secteurs où la situation se détériore (secteur de l'hébergement médico-social, le transport routier / entreposage et le secteur des télécommunications) et l'immobilier dont le risque s'est matérialisé
- **Autres ajustements d'ECL: 410 M€ (-289 M€ sur l'exercice)**

Autres

- Russie: des expositions « offshore » sur les contreparties russes pour un total de 0,5 Mds€, en baisse de 0,4 Mds€ par rapport au 31 décembre 2023 (provision sur l'exposition offshore inférieure à 0,1 Mds€)
- Exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial (2% des EaD¹, dont 4% en S3): France 52%, Europe 31%, USA 10% (dont 13% en S3)
- Exposition directe aux LBO de 5 Mds€ et des expositions sur les PME à hauteur de 5% des EaD¹ principalement en France

Groupe Crédit Agricole

CdR global

- **CdR de 3 191 M€ (+8,5%)**, en lien avec:
 - ✓ **l'augmentation du Stage 3 (+2,7%)** qui atteint 2 417 M€ au 31 décembre 2024
 - ✓ **des dotations de 560 M€ sur les Stages 1 & 2 en hausse de 84%** (305 M€ au 31 décembre 2023)

CdR par métier

Au niveau des métiers:

- Banque de financement: CdR à 93 M€, impacté par un effet modèle sur le S1-S2
- **Caisses Régionales: CdR à 1 319 M€ (+14%)**
- Banque de proximité :
 - ✓ **LCL: CdR à 373 M€ (+24%)**
 - ✓ CA Italia: CdR à 246 M€ (-26%) compte tenu de l'amélioration continue de la qualité des actifs
- Services de Financements Spécialisés :
 - ✓ **Financement Personnel et Mobilité: CdR à 877 M€ (+9%)** dont effet modèle S1-S2 de 50 M€ et le provisionnement d'un risque sur les crédits automobiles au Royaume-Uni
 - ✓ **Crédit-Bail & Affacturage: CdR à 81 M€ (+30%)** en lien avec la hausse des défaillances de professionnels et de PME

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour des paramètres et hypothèses au 31 décembre avec pour le scenario central:**
 - ✓ **PIB France +1,1% 2024 et +1% 2025** contre respectivement au 31 décembre 2023 1% pour 2024 et 1,4% pour 2025 (-0,1% en 2025 en adverse modéré)
 - ✓ **Inflation France +2 % 2024 et +1,1% 2025** contre respectivement au 31 décembre 2023 2,9% pour 2024 et 2,6% pour 2025 (2,3% en 2025 en adverse modéré)

- **Pondérations: Scenario « Adverse modéré » à 50%**

Scenario	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2024	18%	50%	30%	2%
31 décembre 2023	10%	35%	50%	5%

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾⁽²⁾	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2024	30,7%	0,0%	-15,7%	-19,3%
31 décembre 2023	18,6%	3,3%	-5,2%	-8,3%

(1) La sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter

(2) Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Informations chiffrées non communiquées
- Néanmoins, le Groupe Crédit Agricole indique dans ses annexes aux comptes consolidés que le Forward Looking est pris en compte au niveau du Groupe mais également au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Dans ce cadre, à dire d'expert, l'analyse du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles peut conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 et à basculer des portefeuilles ou sous-portefeuilles en ECL à maturité.

Autres

- Expositions Corporate de 401 Mds€ dont 74,_% notées Investment Grade
- Expositions sur les PME à 26,7 Mds€ (26,6 Mds€ à fin juin)
- Expositions LBO chez CACIB de 4 Mds€ à fin novembre 2024 (stable par rapport à août 2024)
- Expositions sur l'Immobilier Commercial de 57,9 Mds€ (3,3% des EaD) dont 69% notées Investment Grade et avec un taux de défaut de 2,3% avec 71% en France, 12% en Europe et 7% aux Etats-Unis

CdR global

- **CdR de 2 061 M€ (+19%)**, en lien avec:
 - ✓ l'augmentation du Stage 3 qui passe de 1 843 M€ à 2 238 M€ (+395 M€ / +21%) et qui reflète selon le Groupe la place qu'occupe la banque dans le financement de l'économie
 - ✓ des reprises de 177 M€ sur les Stages 1 & 2 contre des reprises de 112 M€ au 31 décembre 2023 (-37%)
- **CdR de 24bp pour 2024 en ligne avec la guidance**

CdR par métier

- **Banque de Proximité & Assurance: CdR à 1 751 M€ (+16%)** dont:
 - ✓ Réseau des Banques Populaires 814 M€ (+25%),
 - ✓ Réseau des Caisses d'Epargne 640 M€ (+16%),
 - ✓ Solutions & Expertises financières 108 M€ (+11%),
 - ✓ **Digital & Paiements 126 M€ (-26% en lien avec les effets du plan d'actions engagées chez Oney Bank)**
- **Global Financial Services: CdR à 268 M€ (+73%)** dont Banque de Grande Clientèle à 282 M€ (+78%) en lien avec 2 dossiers spécifiques

Scenarii et pondérations

- **Mise à jour des paramètres et hypothèses avec pour le scenario central:**
 - ✓ **PIB France:** pour **2024 +1,1%** (+0,4% vs S1-24) et pour **2025 +1,4%** (stable vs S1-24) contre fin 2023 0,9% pour 2024 et 1,6% pour 2025
 - ✓ **Indice des prix des logements France:** pour **2024 -6,0%** (vs -6,10% S1-24) et pour **2025 -1,5%** (vs -2,5% S1-24) contre fin 2023 -4% pour 2024 et -3% pour 2025
- **Pondérations: Hausse de la pondération du scenario « Central » au détriment du scenario « Optimiste »**
- **Effet de la pondération à 100% de chaque scenarii**

Zone géographique	France			Zone Euro			Zone US		
Scenario	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2024	15%	80%	5%	13%	78%	9%	10%	65%	25%
31 décembre 2023	20%	50%	30%	18%	76%	6%	15%	36%	49%

Analyse de sensibilité ⁽¹⁾	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2024	23%	-3%	-14%
31 décembre 2023	16%	non matérielle	-10%

(1) Il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

- Des provisions complémentaires sont enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.).
Principaux secteurs concernés:
 - ✓ Locations et services immobiliers
 - ✓ Professionnels de l'immobilier
 NB : Les secteur du BTP et Tourisme, hôtellerie & restauration ont fait l'objet de reprises sur l'exercice.
- Le total de ces compléments au modèle central du groupe s'élève à 1 968 M€ au 31 décembre 2024 contre 1 985 M€ au 31 décembre 2023
- A noter que les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux mais au niveau de certains établissements soit via l'application d'un stress sur la note de la contrepartie, soit via l'application d'un taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité aux risques climatiques

Autres

Recalibrage de l'ensemble des paramètres de risques Retail pour tenir compte des évolutions réglementaires (IRB Repair notamment) et mise en production de nouveaux modèles de PD forward looking (PDFL) améliorant notamment la granularité des modèles

⇒ Ces évolutions ont généré une reprise de 259 M€

CdR global

- **CdR de 2 071 M€ en hausse de 60%** qui s'explique par:
 - ✓ **l'augmentation de 365 M€ du Stage 3 en lien avec la hausse des défaillances d'entreprises**
 - ✓ **des dotations sur le S1-S2 de 229 M€ contre une reprise de 181 M€ fin 2023 compte tenu du transfert d'encours de S1 vers S2**

CdR par métier

- Banque de financement: dotation de 82 M€, en baisse de 86 M€ (-51%)
- **Banque de détail & crédit à la consommation** (France et Europe): **dotation de 1 947 M€ contre 1 049 M€ au 31 décembre 2023 (+86%)** avec notamment:
 - ✓ Caisses de CM: CdR en hausse à 264 M€ en lien avec l'augmentation des défaillances d'entreprises et la prise en compte des incertitudes économiques et fiscales dans le provisionnement S1-S2
 - ✓ Réseau CIC: CdR à 506 M€ (+271 M€) en lien avec l'augmentation des défaillances d'entreprises et la prise en compte des incertitudes économiques et fiscales dans le provisionnement S1-S2
 - ✓ Cofidis Group: il est indiqué que le CdR reste sur un niveau maîtrisé. Augmentation des impayés depuis fin 2023 et baisse de performance sur le recouvrement (ces 2 indicateurs sont à des niveaux supérieurs à ceux de la crise sanitaire)
 - ✓ Targobank: CdR en hausse de 65% qui s'explique par la croissance du portefeuille de crédit et par la détérioration de l'environnement économique en particulier sur les activités de financement aux entreprises

Scenarii et pondérations

- A la date de notre publication, seul le communiqué de presse a été mis à disposition sur le site Internet de Crédit Mutuel et ces informations ne sont pas disponibles.
- *Pour rappel, les pondérations et sensibilités communiquées au 30 juin 2024:*

Scenario	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2024	30%	60%	10%
31 décembre 2023	30%	60%	10%

Analyse de sensibilité	Pessimiste	Central	Optimiste
30 juin 2024	251	- 565	- 788
31 décembre 2023	251	- 565	- 788

Ajustements post-modèles

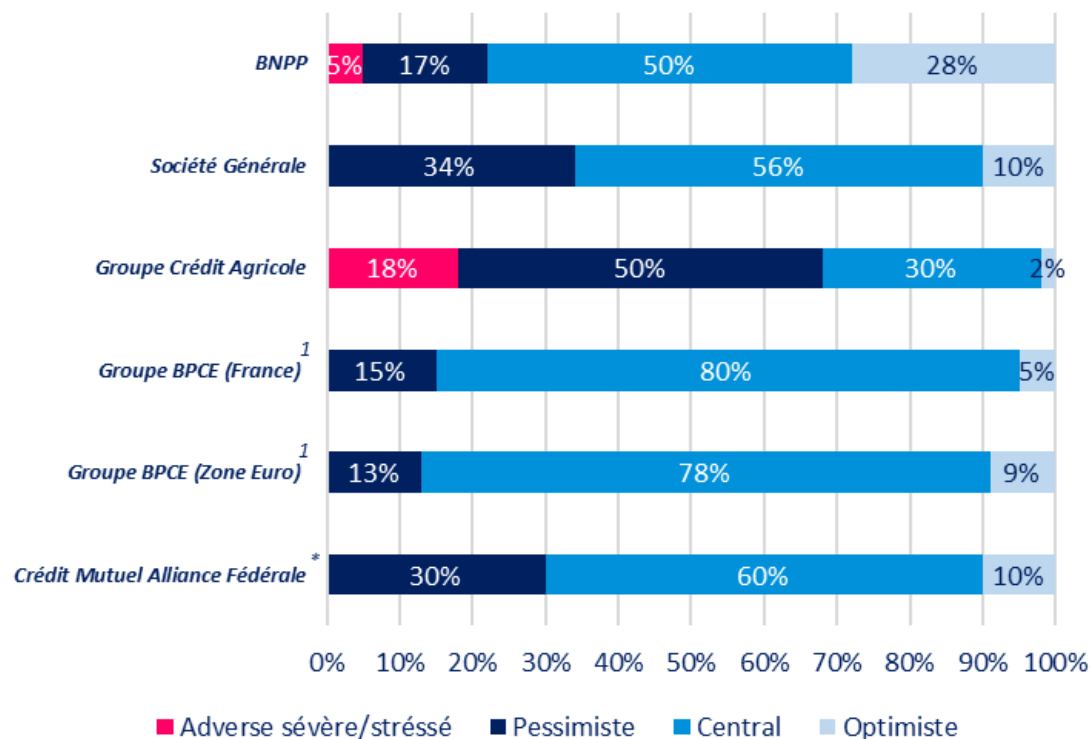
- A la date de notre publication, seul le communiqué de presse a été mis à disposition sur le site Internet de Crédit Mutuel et ces informations ne sont pas disponibles.
- *Pour rappel, au 30 juin 2024, les ajustements post-modèles couvraient:*
 - ✓ *la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle pour un montant de 173 M€*
 - ✓ *des secteurs d'activité particulièrement exposés aux risques de transition climatique et/ou aux effets des crises actuelles pour un montant de 101 M€*

Autres

- A la date de notre publication, seul le communiqué de presse a été mis à disposition sur le site Internet de Crédit Mutuel et ces informations ne sont pas disponibles.

Evolution du coût du risque par banque – Comparaison des pondérations

Comparaison des pondérations



¹ Il existe également un scénario pour les Etats-Unis

* Informations à fin décembre non disponibles à la date de publication de l'étude - Présentation des données au 30 juin

Nombre de scenarii:

- 2 banques utilisent 4 scenarii
- 3 banques utilisent 3 scenarii

NB : Pour CMAF, il s'agit des pondérations au 30 juin 2024

On peut noter que le scenario central représente généralement une partie significative de la pondération (30 à 80%).

A noter cependant que depuis cette clôture, le Groupe Crédit Agricole a modifié ses pondérations en allouant un total de 68% aux 2 scenarii adverses au détriment du scenario central qui passe de 50 à 30%.

BNP et SG ont également augmenté le poids du scenario défavorable.

Le poids affecté aux scenarii favorables et défavorables (y compris adverse) varie de:

- pour le défavorable: de 13 à 68%
- pour le favorable: de 2 à 28%

Evolution des principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

CdR en pb sur encours¹

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole ⁽¹⁾	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2024	33	26	27	24	NC
31 décembre 2023	32	17	25	20	NC

⁽¹⁾ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

Le CdR en pb augmente pour toutes les banques qui publient cette information, en cohérence avec le contexte économique et l’augmentation des défaillances d’entreprises.

Pour Société Générale, à noter que sur l’année 2023, le CdR en pb était particulièrement bas après une année 2022 fortement impactée par le provisionnement des expositions sur la Russie.

Poids des créances douteuses²

Poids des créances douteuses	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2024	1,6%	2,81%	2,1%	2,5%	3,2%
31 décembre 2023	1,7%	2,91%	2,1%	2,4%	2,8%

Le poids du douteux connaît des trajectoires différentes selon les banques. Il augmente pour le Groupe BPCE et CMAF, ce qui peut s’expliquer par leur exposition plus importante aux TPE et PME.

Côté BNP Paribas, le poids des douteux diminue ce qui est à mettre en lien avec la forte augmentation des encours sur 2024. A noter que BNP mentionne également des projets de cession d’encours S3 (BNP Personal Finance).

L’évolution de SG peut s’expliquer, à notre avis, par des sorties de périmètre dans le cadre des cessions d’activité en Afrique.

A noter que CMAF communique sur un poids du douteux hors PGE inférieur à 3%.

Taux de couverture des créances douteuses³

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2024	NC	43,0%	49,1%	39,7%	46,0%
31 décembre 2023	NC	46,0%	47,8%	39,7%	46,3%

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE	CM AF
31 décembre 2024	69,7%	81,0%	NC	68,0%	NC
31 décembre 2023	71,7%	80,0%	NC	68,2%	NC

Source des données : Etats financiers non audités, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023

L’évolution des taux de couverture avant/après prise en compte des collatéraux est contrastée.

A notre avis, ces évolutions pourraient s’expliquer notamment :

- par des dossiers qui viennent d’entrer en douteux et dont le niveau de couverture est déterminé sur la base d’un scénario de continuité d’exploitation (i.e. un taux de couverture un peu plus bas) ;
- l’effet d’une couverture plus élevée des garanties (par exemple, l’impact de la garantie BPI comprise entre 70 et 90% sur les encours PGE).

A noter que CMAF communique sur un taux de couverture hors PGE de 50%.

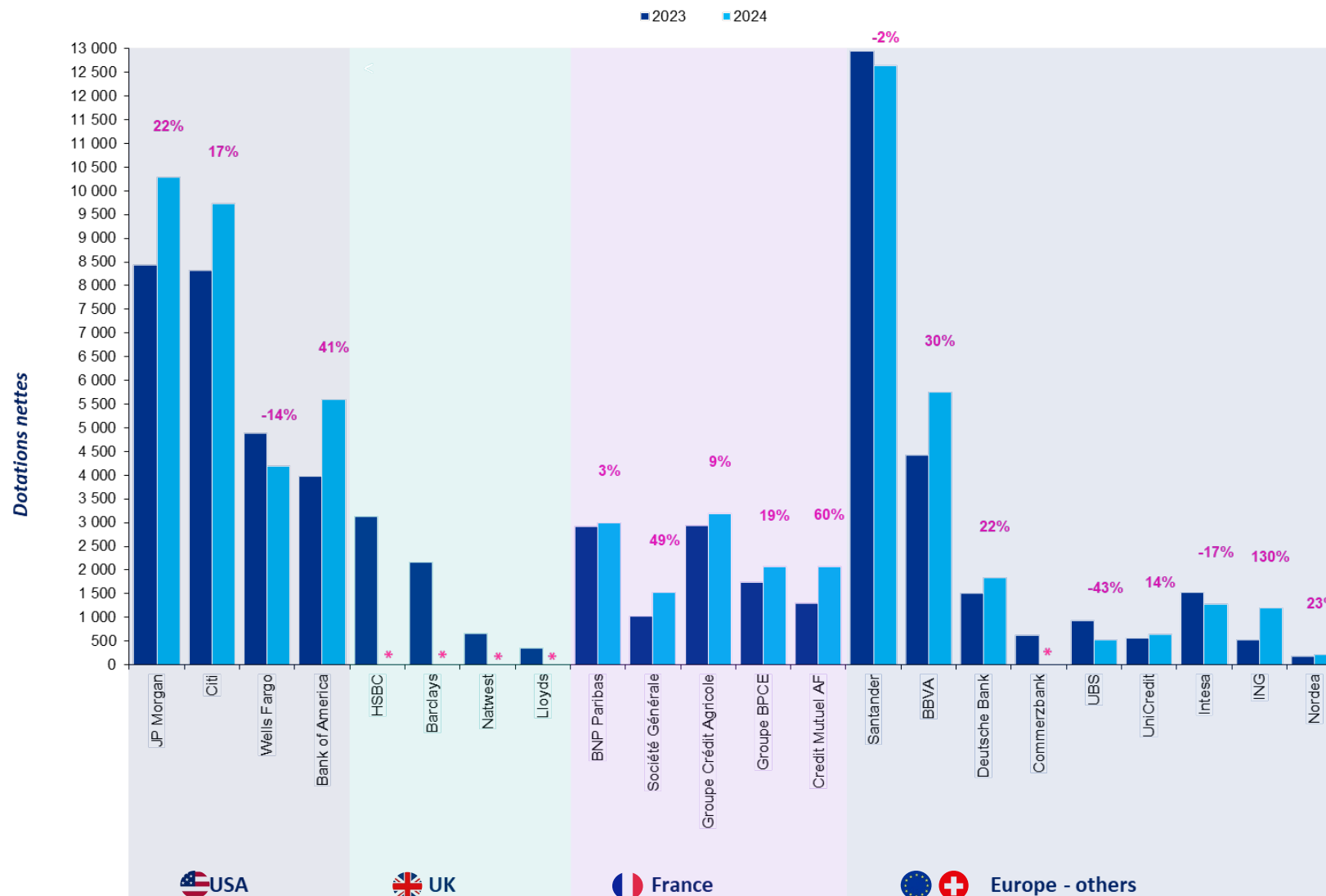
1 CdR sur encours en pb :
- Groupe Crédit Agricole : le CdR sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du CdR des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.
2 Créances :
- BNP Paribas : les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).
3 Taux de couverture :
- BNP Paribas : rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à : bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance),
- Société Générale : Taux calculé selon la méthodologie de l’EBA.

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

CdR 31 décembre 2024 / 31 décembre 2023 :

En millions d'euro

* Données non disponibles à la date de publication de l'étude



Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde



Etats-Unis: CdR cumulé à +16%

(+9% hors effet de change €/€)

CdR cumulé des 4 banques américaines à 29,8 Mds€ (contre 25,6 Mds€ au 31 décembre 2023) en lien avec :
L'augmentation des provisions (Citi et JP Morgan mentionnent un effet volume sur les encours cartes de crédit) ainsi que des pertes sur les cartes de crédit qui se sont normalisées et retrouvent leur niveau d'avant pandémie de Covid-19
L'immobilier commercial

- JP Morgan: CdR à 10,3 Mds€ (+22%)
 - Forte hausse des pertes qui compensent largement la baisse des provisions
 - Consumer & Community banking (93% du CdR 2024): hausse des pertes et des provisions sur cartes de crédit en lien avec un effet volume d'encours compensé par la mise à jour des paramètres économiques
 - CIB: CdR en baisse de 64% (avant effet taux de change \$/€)
- Citi: CdR à 9,7 Mds€ (+17%)
 - Evolution liée à la hausse des pertes de crédit (89% du CdR de 2024) principalement aux Etats-Unis alors que les dotations diminuent
 - Taux de pertes au Q4-24 à 3,55% (Branded cards) et 6,21% (Retail Services) contre respectivement 3,82% et 6,45% au Q2-24 et respectivement 3,06% et 5,44% au Q4-23
- Bank of America: CdR à 5,6 Mds€ (+41%)
 - Hausse de 9% (vs Q4-23) des prêts non performants et la hausse des taux de pertes sur les cartes de crédit à 3,79% au Q4-24 (contre 3,70% au Q3-24, effet saisonnalité) vs 3,07% au Q4-23
 - Les pertes et provisions restent toujours élevées sur l'Immobilier Commercial même si elles diminuent un peu au Q4-24
- Wells Fargo: CdR à 4,2 Mds€ (-14%)
 - Hausse significative des pertes (Immobilier Commercial & cartes de crédit) plus que compensée par un effet de base lié au comparatif 2023 (dotations significatives en 2023 +1,9 Mds\$ vs reprises en 2024 sur l'Immobilier & les cartes de crédit)



Royaume Uni

Pour rappel, au Q3-24 CdR cumulé des 4 banques anglaises en baisse de 24% avec un total de 4 Mds€ (contre 5,3 Mds€ au 30 septembre 2023)

- Evolution principalement liée:
- A la révision à la hausse des paramètres économiques retenus dans le forward looking en lien avec l'amélioration de la situation économique au Royaume-Uni
 - Aux reprises d'ajustements post-modèles

A la date de publication de notre étude, les banques anglaises n'ont pas encore publié leurs résultats pour l'exercice 2024

Europe-Autres : CdR tiré par le Stage 3

CdR cumulé des banques européennes (hors banques françaises et Commerzbank) à 24,1 milliards d'euros au 31 décembre 2024 (+6,5%)



- ING: CdR à 1 194 M€ (x2,3)
- Diminution de 389 M€ sur S1-S2 liée notamment à des reprises d'ajustements post-modèles constitués pour faire face aux effets de l'inflation et des taux d'intérêts élevés (stock d'ajustements ramené à 203 M€ vs 577 M€ au Q4-23)
 - Dotations de 1 583 M€ sur Stage 3 principalement sur des contreparties en Wholesale Banking (dossiers nouveaux et existants)
 - Hausse du poids du S2 (Wholesale) sur le Q4 de 6,3 à 9,4% en lien avec le transfert d'un portefeuille low credit Risk qui a fait l'objet d'ajustements post-modèles



- Intesa Sanpaolo: CdR à 1 274 M€ (-17%)
- Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 900 M€
 - CdR annualisé à 30bp
 - Expositions nettes de provisions sur la Russie inférieures à 0,1 Mds€
 - Net NPL ratio à 1%, un niveau historiquement bas



- Unicredit : CdR à 641 M€ (+14%)
- Stock d'ajustements post-modèles maintenus à 1,7 Mds€
 - Pour 2025, CdR en bp attendu en ligne avec les 15bp de 2024
 - Niveau de NPE à un niveau historiquement bas (11,2 Mds€, i.e. 2,6 % des expositions avec taux de couverture de 46%)
 - Hausse du CdR (357 M€, soit 56% du CdR 2024) au Q4-24 liée à quelques dossiers significatifs



- BBVA: CdR à 5,7 Mds€ (+30%) dont Mexique à 3,1 Mds€ (+28%) en lien avec l'évolution de l'activité économique (moins dynamique) et Espagne 0,7 Mds€ (+5%)
- NPL stable à 14,8 Mds€, en baisse vs Q4-23 (15,3 Mds€)
 - Taux de provisionnement porté à 80% (77% au Q4-23)



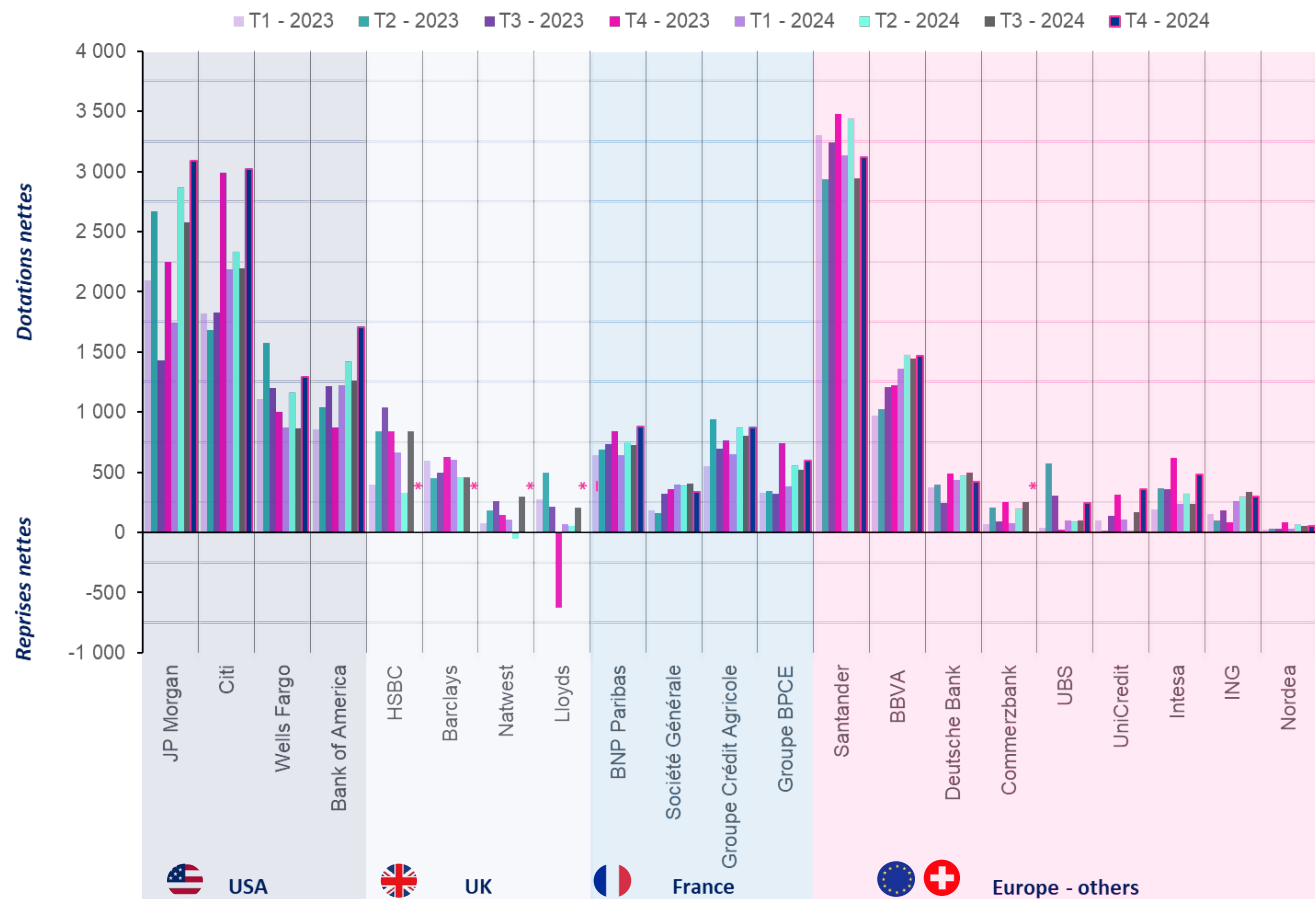
- Santander: CdR de 12,6 Mds€ (-2% Q4-23)
- Qualité du portefeuille soutenue par des taux de chômage bas et l'assouplissement des politiques monétaires
 - NPL à 3,05% des encours avec un taux de couverture à 65% (vs respectivement 3,14% et 66% au Q4-23)
 - CdR annualisé à 115bp



- Deutsche Bank: CdR : 1 830 M€ (+22%)
- Stage 3: dotations de 1 809 M€ (+338 M€) tirées par des dossiers significatifs Corporate, l'Immobilier et des impacts résiduels relatif à l'intégration de PostBank (Private Banking)
 - Dotation de 21 M€ sur le S1-S2 avec les dotations liées au recalibrage des modèles compensés par l'amélioration des prévisions économiques
 - CdR 2024 sur encours annualisés à 38bp

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

* Données non disponibles à la date de publication de l'étude



Source des données: Etats financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 31 décembre 2024, 30 septembre 2024, 30 juin 2024, 31 mars 2024, 31 décembre 2023, 30 septembre 2023, 30 juin 2023 et 31 mars 2023

Dynamique du CdR depuis le 31 décembre 2022:

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.



Après plusieurs trimestres consécutifs d'augmentation très significative des dotations nettes (ayant conduit à une hausse de 74% du CdR entre 2022 et 2023 compte tenu du contexte économique, de la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits sur l'activité de « cartes de crédit » et de l'augmentation des provisions et pertes sur les activités « Immobilier de bureaux / Immobilier Commercial »), **la progression du CdR commence à ralentir et à se stabiliser à un niveau élevé.**

A noter que l'évolution du taux de change USD/EUR vient écraser en partie la progression du CdR.

Dans les 4 banques américaines, seule Wells Fargo voit son CdR diminuer en 2024.



Pour rappel, les banques anglaises étaient également repassées en phase de dotation fin 2021/début 2022 en lien notamment avec l'évolution des risques macro-économiques, la crise ukrainienne et le risque immobilier commercial chinois.

Fin 2022, ces dernières avaient mis à jour leurs scénarii économiques (avec la prise en compte de la forte dégradation liée au niveau d'inflation au Royaume-Uni), **ce qui avait eu pour conséquence de générer des dotations très significatives. A compter de fin 2023, l'amélioration de la situation économique et des prévisions ont permis d'amorcer un recul du CdR qui se confirme au 30 septembre 2024** (baisse de 24% par rapport au 30 septembre 2023).

Dans le paysage des 4 banques anglaises, seule Barclays, qui a une forte exposition aux Etats-Unis, se distingue avec un CdR relativement stable (-1%).

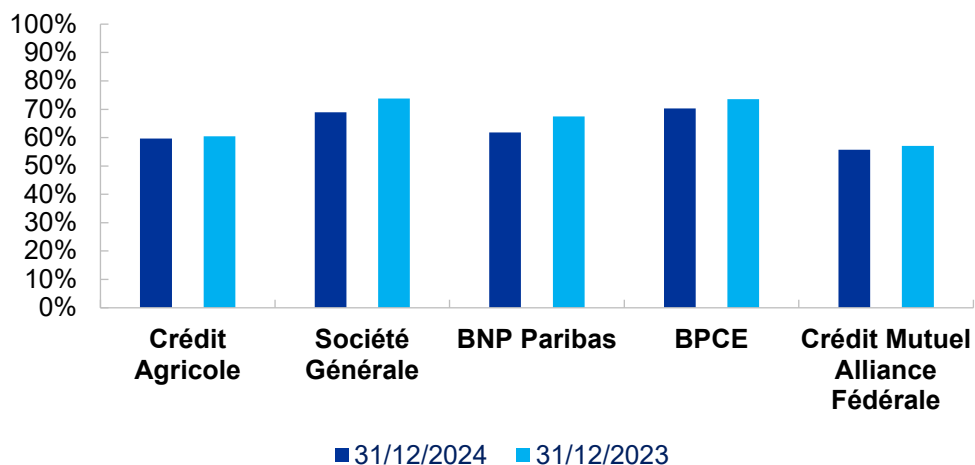


Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, **les banques sont dans une dynamique de dotation nette avec des tendances variables entre les établissements selon leurs zones d'exposition** (France, Europe, Etats-Unis, pays en voie de développement, etc.) **et leur type d'activités** (Retail, CIB, etc.). **Ces dotations sont principalement constituées sur les encours en Stage 3** compte tenu de la hausse des défauts et de l'environnement économique actuel, difficile. Des reprises sont effectuées sur les Stages 1 & 2 dont une partie effectuée sur les ajustements post-modèles.

Un enjeu clé de réduction des coûts opérationnels

Malgré des investissements significatifs ciblés réalisés par tous les établissements visant à accompagner la croissance et l'investissement, la rentabilité moyenne s'améliore de 319 points de base par rapport à 2023, avec un coefficient d'exploitation moyen qui atteint 63,3% au 31 décembre 2024, grâce à un effet de ciseaux positif lié à une progression des revenus supérieure à celle des charges, combinée avec la fin des contributions au Fonds de Résolution Unique.

Coefficient d'exploitation



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

Note : le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).

Alors que les groupes Crédit Agricole et Société Générale font état de charges d'exploitation liées à un effet périmètre avec l'intégration de RBC IS Europe et CA Auto Bank (Crédit Agricole) et de LeasePlan (Société Générale), le groupe BNP Paribas présente les résultats de ses mesures d'efficacité opérationnelle avec des économies de coûts réalisées en ligne avec la trajectoire annoncée de 1 milliard d'euros, et annoncent que celles-ci vont se poursuivre en 2025 et 2026. Ces mesures comprennent principalement le plan d'adaptation de Personal Finance, la poursuite de l'optimisation des achats et la baisse des dépenses externes par rapport à 2023, la poursuite du déploiement des Centres de Services Partagés (+2 200 FTE depuis 2023) et l'optimisation du parc immobilier (~120 000m² rendus depuis fin 2023).

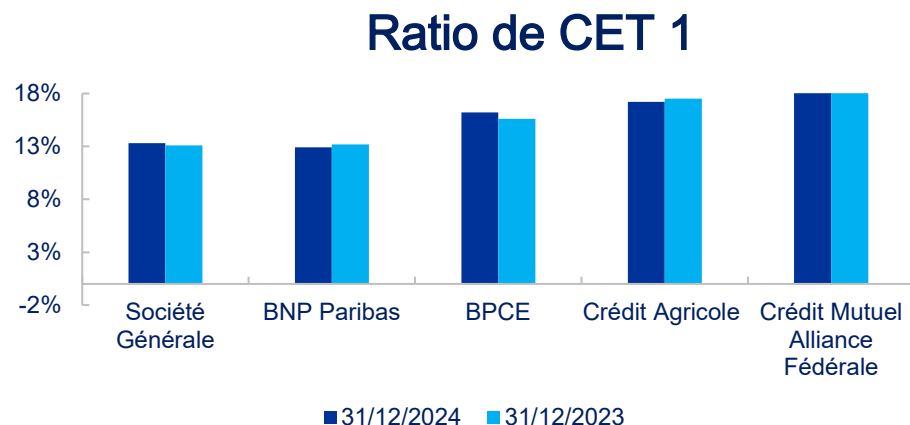
De son côté, le groupe BPCE franchit une étape stratégique majeure avec le lancement d'une plateforme technologique commune aux réseaux Banques Populaires et Caisse d'Epargne. Ce projet d'envergure, dont le coût total est estimé à 750 millions d'euros, vise à rationaliser et optimiser les systèmes d'information du groupe. L'objectif principal est de remplacer 2 systèmes bancaires distincts par un système unique, pour générer des économies substantielles estimées à 130 millions d'euros annuels. Le groupe souligne que cet investissement aura un impact quasi neutre sur son résultat consolidé, grâce à l'élimination progressive des investissements en double sur ses principaux systèmes bancaires. À terme, ce projet permettra de réduire de 45% le coût des nouveaux développements technologiques, illustrant la volonté du groupe de rationaliser ses ressources et d'améliorer son efficacité opérationnelle.

Les groupes mettent également en avant les éléments suivants qui impactent leurs charges générales :

- investissements pour accompagner la croissance des métiers : BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE, Société Générale, Crédit Mutuel Alliance Fédérale ;
- stratégies d'investissements et de renforcements informatiques : BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel Alliance Fédérale ;
- coûts de restructuration et d'adaptation : BNP Paribas ;
- hausse des rémunération dans un contexte inflationniste : Crédit Agricole, Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Une structure financière solide

En dépit d'un environnement économique difficile et incertain, la situation financière des groupes bancaires français reste solide, avec un ratio de CET1 moyen à 15,7%.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

L'évolution du ratio CET 1 est notamment attribuable aux éléments suivants :

- génération organique nette de l'évolution des actifs pondérés : BNP Paribas, BPCE, Société Générale, Crédit Agricole, Crédit Mutuel Alliance Fédérale ;
- distribution du résultat : BNP Paribas, Société Générale ;
- programme de titrisation / assurance-crédit : BNP Paribas ;
- mise en réserve des résultats : BPCE, Crédit Agricole ;
- émission nette de parts sociales : BPCE ;
- Effets réglementaires (OCI [Other Comprehensive Income] et Backstop prudentiel) : BPCE, Société Générale ;
- consolidation des activités de leasing : Crédit Agricole ;
- M&A : Crédit Agricole, Société Générale.

La trajectoire de capital des banques françaises semble en ligne pour absorber les exigences CRR3 en vigueur depuis le 1er janvier 2025 auxquelles les groupes BNP Paribas, Société Générale et Crédit Mutuel Alliance Fédérale font référence avec des communications différentes.

- BNP Paribas : ratio CET1 à 12,4% au 1^{er} janvier 2025 après prise en compte de l'effet plein de Bâle 4 hors FRTB de - 50 pb.
- Société Générale : ratio CET1 supérieur à 13% tout au long de l'année 2025.
- Crédit Mutuel Alliance Fédérale : impact négligeable sur le ratio CET1 en 2025 avec les mesures transitoires et impact de - 40 pb hors mesures transitoires. Le groupe précise que cette réforme devrait avoir un effet limité sur le ratio CET1 sur la durée du plan stratégique 2024-2027, et que le ratio ne serait sensible à l'application de l'Output Floor qu'après 2027.

De son côté, le groupe BPCE conforte sa stratégie financière avec un ratio CET1 proforma à 15,6% qui intègre les impacts (- 54 pbs), des acquisitions engagées (SGEF et Nagelmackers), positionnant ainsi le groupe dans de bonnes conditions pour exécuter ses ambitions stratégiques de développement.

Compte tenu des résultats de l'année et du niveau des ratios réglementaires, les groupes annoncent les distributions de dividendes suivantes :

- BNP Paribas : dividende de 4,79 euros, payé en numéraire soit taux de distribution de 50% avec en complément le lancement d'un programme de rachat d'actions de 1,08 milliard d'euros au 2^{ème} trimestre 2025.
- Société Générale : dividende de 2,18 euros par action dont 50% en numéraire (1,09 euros par action) et 50% sous forme de rachat d'action.
- Crédit Agricole SA : dividende de 1,10 euros par action. Le groupe Crédit Agricole annonce l'intention de la SAS Rue La Boétie de procéder à l'achat sur le marché d'actions Crédit Agricole S.A. pour un montant maximum de 500 millions d'euros.

Le groupe BNP Paribas confirme sa politique de distribution (pay-out ratio de 60% dont 50% minimum en dividendes) au titre des exercices 2024, 2025 et 2026 et annonce la mise en place d'acomptes semestriels sur dividendes à partir de 2025 sur la base de 50% du bénéfice net par action du 1^{er} semestre, avec un premier paiement le 30 septembre 2025 au titre du premier semestre 2025.

Les ratios TLAC sont communiqués par 3 établissements au 31 décembre 2024 :

- BPCE : 26,7% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 26,9% des risques pondérés et 8% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 29,7% des risques pondérés et 8% de l'exposition en levier.

Les niveaux de MREL sont également communiqués par 3 établissements au 31 décembre 2024 :

- BPCE : 34,6% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 32,4% des risques pondérés et 9,7% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 34,2% des risques pondérés et 9,2% de l'exposition en levier.

Enfin, les établissements présentent un ratio de levier moyen de 4,9%, supérieur au minimum réglementaire de 3% auquel s'ajoute la charge au titre de leur systémicité et les exigences de Pilier 2.

Ratio de levier (%)	31/12/2024	31/12/2023
Société Générale	4,3%	4,3%
BNP Paribas	4,6%	4,6%
BPCE	5,1%	5,0%
Crédit Agricole	5,5%	5,5%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	NC	NC

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

Une gestion solide de la liquidité

Alors que la première partie de l'année a été marquée par des rendements obligataires et une perspective de baisse des taux, l'instabilité politique en Europe et leurs conséquences ont augmenté la volatilité sur les marchés financiers au cours du 2nd semestre 2024 en France et en Europe.

Dans ce contexte, les banques mettent la gestion de la liquidité au cœur de leurs préoccupations pour sécuriser leur stratégie de refinancement.

Ainsi, tout en continuant de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, ils maintiennent leurs réserves de liquidité à un niveau élevé qui atteint 1.690 milliards d'euros (- 17 milliards par rapport au 31 décembre 2023).

Les montants affichés par les banques intègrent une part importante des dépôts en banques centrales et des titres dits HQLA (High Quality Liquid Assets) essentiellement composés de dettes souveraines bien notées (couvertes par des swaps de taux d'intérêts), leur permettant d'afficher un ratio de LCR largement supérieur à l'exigence réglementaire de 100%.

Ratio LCR (%)	31/12/2024	31/12/2023
Société Générale	156%	160%
BNP Paribas	137%	148%
BPCE	142%	143%
Crédit Agricole	127%	144%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	177%	163%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 décembre 2024

Note : Les groupes Crédit Agricole, Crédit Mutuel Alliance Fédérale et BPCE présentent un LCR moyen

Alliance stratégique de la performance financière et de l'engagement durable

Dans un environnement économique en mutation, elles ont su conjuguer croissance, innovation et responsabilité, affirmant ainsi leur rôle clé dans la transformation des économies. Que ce soit par le développement de nouveaux relais de croissance, l'accélération des financements bas-carbone ou la structuration de nouvelles stratégies ESG, chaque groupe trace sa propre trajectoire vers un modèle à la fois plus résilient et plus durable.

Dans ce cadre, et tout en mettant en avant ses actions en matière de transition énergétique (179 milliards d'euros consacrés au financement des énergies bas-carbone depuis 2022 et plus de 75% de son portefeuille énergétique désormais orienté vers des solutions bas-carbone), le groupe BNP Paribas confirme sa trajectoire de rentabilité : gain de marché de CIB, extension du plan stratégique à la Banque Commerciale et Personal Finance jusqu'en 2028 avec l'ambition de porter leur rentabilité au niveau du groupe, opérations de croissances externes avec le projet AXA IM.

De son côté, le groupe Crédit Agricole accélère massivement le financement de la transition énergétique avec une progression de ses expositions aux financements des énergies bas-carbone (26,3 milliards d'euros à fin 2024, soit + 141% depuis 2020). Le groupe rappelle par ailleurs ses investissements dans les énergies renouvelables via Crédit Agricole Assurances et Amundi Transition Énergétique (6 milliards d'euros), et annonce avoir atteint, avec un an d'avance, son objectif de 14 GW de financement de capacités de production d'énergie renouvelable (Crédit Agricole Assurances).

En parallèle, tout en accompagnant la transition de tous les clients, le groupe poursuit son désengagement progressif des énergies fossiles (- 70% des émissions financées dans le secteur pétrole-gaz depuis 2020, + 75% du portefeuille de green loans en 2 ans pour atteindre 21,7 milliards d'euros fin 2024). Cette stratégie s'accompagne également d'une évolution vers une mobilité plus durable : 37% des véhicules financés en 2024 sont hybrides ou électriques, avec un objectif de 50% à horizon 2025.

Le groupe BPCE renforce ses engagements environnementaux avec une approche sectorielle ciblée et des solutions concrètes : 640 millions d'euros pour la rénovation énergétique des logements et un partenariat avec la BEI mobilisant plus d'un milliard d'euros pour la transition. Ses revenus "green" progressent de 14%, soutenus par le Green Hub et les énergies renouvelables, complétés par l'émission de 5 obligations vertes et sociales totalisant 3,6 milliards d'euros (dont le 1er Social Bond à coupon partagé au profit de l'Institut Robert-Debré du Cerveau de l'Enfant porté par les Hôpitaux publics de Paris).

Le groupe Société Générale accélère sa stratégie ESG avec 70% des émissions financées couvertes par des objectifs sectoriels et une réduction de 50% de son exposition au pétrole et gaz depuis 2019. Le groupe a déjà atteint son objectif de 300 milliards d'euros de financements durables et vise désormais 500 milliards d'euros à horizon 2030. Son engagement inclut également un partenariat majeur avec la BEI et une enveloppe de 100 millions d'euros pour l'égalité salariale visant à réduire les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale a marqué son engagement pour une finance responsable par la création de l'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité. Le groupe, conscient du rôle fondamental des banques dans la transition énergétique, s'est fixé un objectif ambitieux : réduire de 20% l'empreinte carbone de son bilan à horizon 2027, conformément aux Accords de Paris. Cette ambition s'inscrit dans une démarche plus large, qui se traduit par la publication de ses engagements au sein de la Net-Zero Banking Alliance (NZBA).

Par ailleurs, l'engagement du groupe se concrétise également par son dividende sociétal, qui a mobilisé 574 millions d'euros en 2024 (portant l'investissement total à plus d'un milliard d'euros en 2 ans), répartis entre investissements environnementaux (396 millions), services solidaires (96 millions) et mécénat (82 millions).

Forts de leurs résultats et de leurs actions, les groupes bancaires français démontrent que performance économique et responsabilité environnementale peuvent se renforcer mutuellement, positionnant les banques comme des acteurs majeurs de la transition vers une économie plus durable.





Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 31 décembre 2024.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 4 février 2025 : BNP Paribas
- 5 février 2025 : Crédit Agricole et BPCE (après bourse)
- 6 février 2025 : Société Générale et Crédit Mutuel Alliance Fédérale

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

abourdeille@kpmg.fr

© 2025 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.